

Monsieur Fernand Etgen  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 19 janvier 2022

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 de notre règlement interne, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.

Un article récent paru dans la presse allemande énonce que la Commission européenne, et plus précisément la commissaire européenne Madame Ylva Johansson, vise à améliorer, voire renforcer la protection des mineurs contre la maltraitance et les abus sexuels en ligne. Ceci pour donner suite à une augmentation effrayante de la demande de ce contenu illicite.

Concrètement, la commissaire a l'intention de proposer des dispositions législatives visant à imposer aux plateformes en ligne de détecter et de rendre compte de ce contenu. Pour le moment, la législation prévoit que les plateformes peuvent souverainement choisir si elles veulent agir et de quelle manière elles réagissent. La nouvelle législation concernerait surtout les grandes plateformes en ligne comme Meta (Facebook).

Dans le contexte de la lutte contre les abus sexuels de mineurs, Madame Johansson voit un grand besoin de coordination de ce combat à l'échelle mondiale et européenne. À ces fins, elle estime nécessaire de créer un centre européen pour prévenir et combattre les abus sexuels concernant des enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres :

- Pendant la pandémie, la consommation du contenu mentionné a apparemment augmenté de plus de 25 % dans quelques Etats membres européens. Est-ce qu'une telle augmentation a pu être constatée au Luxembourg par la Police judiciaire et la Justice ?

- Le Gouvernement est-il en faveur d'un renforcement législatif en la matière ?
- Le Gouvernement envisage-t-il que le Luxembourg se porte candidat pour accueillir ce nouveau centre européen à créer ?

Veillez croire, Monsieur le président, en l'assurance de mon profond respect.



Dan Biancalana  
Député